



Conseil économique et social

Distr. générale
30 septembre 2015
Français
Original: anglais
Anglais, français et espagnol
seulement

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Cinquante-sixième session

21 septembre-9 octobre 2015

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire

**Examen des rapports: rapports soumis par les États parties
en application des articles 16 et 17 du Pacte**

Liste de points concernant le cinquième rapport périodique de l'Italie

Additif

Réponses de l'Italie à la liste de points*, **

[Date de réception: 17 septembre 2015]

I. Informations générales

Réponse aux questions posées au paragraphe 1 de la liste de points (E/C.12/ITA/Q/5)

1. Pour l'heure, les dispositions du Pacte n'ont pas encore été invoquées ni appliquées par les juridictions nationales. L'Italie a ratifié le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en octobre 2014 par la loi n° 152, et confirmé son engagement au titre de l'Examen périodique universel entre octobre 2014 et mars 2015, parallèlement à la rédaction du Plan d'action national relatif aux entreprises et aux droits de l'homme.

Réponse aux questions posées au paragraphe 2 de la liste de points

2. En ce qui concerne la création d'une institution nationale indépendante des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris, pendant la présente législature (XVII) six projets de loi ont été soumis à la Chambre des députés et au Sénat: ils sont actuellement à l'étude.

* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.

** Les annexes du présent rapport sont disponibles auprès du secrétariat. Elles peuvent aussi être consultées sur la page Web du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.



3. En 2014, le Comité interministériel des droits de l'homme a lancé une consultation publique avec la société civile, en créant un groupe de travail à cet effet au sein du Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale.
4. Plus récemment, le 22 juillet 2015, le Comité interministériel des droits de l'homme a organisé la conférence «Protéger et promouvoir les droits de l'homme. Création d'une institution nationale indépendante», avec la participation d'experts internationaux, de parlementaires et d'organisations de la société civile, et l'intervention du Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, M. Paolo Gentiloni.
5. Il convient de mentionner également la création de l'Observatoire national de la promotion et de la protection des droits des personnes handicapées; du Médiateur national des droits de l'enfant et, plus récemment, par le décret-loi n° 146/2013, de l'Autorité nationale pour les droits des détenus et des prisonniers.

II. Points relatifs aux dispositions générales du Pacte (art. 1 à 5)

Article 2, paragraphe 1

Utiliser au maximum les ressources disponibles

Réponse aux questions posées au paragraphe 3 de la liste de points

6. L'Italie a adopté le Programme européen d'aide alimentaire, approuvé dans le cadre de la Politique agricole commune. Il s'agit là d'un excellent exemple de la manière dont on peut satisfaire les besoins fondamentaux de la population grâce à l'action conjuguée des institutions publiques et du secteur privé. Cette mesure a deux objectifs essentiels: un objectif social (réduire sensiblement les facteurs de précarité des personnes modestes), et un objectif commercial (stabiliser le marché des produits agricoles par la réduction des stocks d'intervention).
7. L'adoption de ce programme souligne la capacité de l'Italie à faire face à la grave crise sociale qui frappe l'Europe aujourd'hui, consécutive aux problèmes financiers et économiques des dernières années.
8. Les programmes de développement rural ont financé la diversification par la Mesure 3.1.1 «Diversification des activités non agricoles». Le nombre des femmes bénéficiaires de cette mesure est très positif (32 % du nombre total de bénéficiaires).
9. Compte tenu de l'incidence que l'amélioration des conditions de déplacement peut avoir indirectement sur la participation des femmes à la vie professionnelle, les représentants institutionnels des régions rurales ont misé sur la mise en place de services pour améliorer les transports dans ces régions. Les mesures concernant les services de mobilité ont posé des difficultés, en particulier dans certaines régions (Pouilles, Sardaigne, Marches), qui ont prévu dans leurs programmes de développement rural l'attribution d'une prime pour les projets qui traitaient cette question.
10. Pour atténuer les effets négatifs de ces problèmes, le Ministère italien de l'agriculture a contribué à la création d'instruments financiers spécifiques, notamment le «Fonds de garantie» et le «Fonds national de crédit».

Article 2

Non-discrimination

Réponse aux questions posées au paragraphe 4 de la liste de points

11. Le système juridique italien vise à offrir un cadre de garanties efficace, afin de garantir pleinement et systématiquement les droits fondamentaux des individus, en leur assurant une vaste gamme de moyens de protection reposant, fondamentalement, sur le principe de non-discrimination énoncé à l'article 3 de la Constitution italienne: «Tous les citoyens ont une même dignité sociale et sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinions politiques et de situations personnelles ou sociales». La portée générale de la Loi fondamentale apparaît dans son second paragraphe qui, outre le principe autonome de l'égalité dite «substantielle» et de l'égalité des chances pour tous les citoyens dans la vie sociale, économique et politique, énonce une règle d'interprétation qui doit transparaître dans la mise en œuvre du principe d'égalité dite «formelle». De fait, le paragraphe 2 énonce une garantie de non-discrimination devant les résultats produits dans les relations de la vie réelle ou les résultats à venir, en faisant de la suppression des obstacles qui limitent «de facto» l'égalité un impératif constitutionnel fondamental, l'objectif visé en dernière analyse étant la «pleine» autodétermination de l'individu en même temps que sa participation «effective» à la vie de la communauté.

12. En outre, l'article 43 de la loi n° 40/1998 – décret-loi n° 286/1998 (appelée «loi de codification sur l'immigration»), concerne la discrimination fondée sur la race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, les croyances personnelles et religieuses, et la langue.

13. L'application du principe de l'égalité de traitement par la Commission européenne a par ailleurs donné lieu à la promulgation de deux directives pour la protection des droits contre toutes les formes de discrimination: la Directive 2000/43/CE qui interdit toute forme de discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, quels que soient les domaines ou les secteurs, tant publics que privés; et la Directive 2000/78/CE qui interdit la discrimination fondée sur la religion ou la croyance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, dans le domaine de l'emploi et du travail.

14. Conformément aux principes directeurs énoncés à l'article 29 de la loi communautaire n° 39/2002, le Gouvernement italien a transposé rapidement le contenu de la première directive en adoptant le décret-loi n° 215 du 9 juillet 2003. Dans le cadre de ce décret, la réglementation nationale a été dotée de dispositions réglementaires et administratives importantes assurant la mise en œuvre d'instruments de protection efficaces contre toute forme de discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, conformément à une approche globale fondée sur le principe de l'égalité de traitement dans les secteurs public et privé, en ce qui concerne l'accès à l'emploi, l'activité, l'orientation et la formation professionnelle, l'appartenance aux organisations d'employeurs ou de travailleurs, la protection sociale, les soins de santé, les prestations sociales, l'éducation, les biens et les services, et la protection judiciaire des victimes par des poursuites au civil dans les affaires de discrimination, y compris l'application de la présomption de preuve pour les victimes et la réparation du préjudice.

15. En mars 2015, le deuxième Plan d'action contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée a été parachevé, en tenant compte non seulement des instruments nationaux susmentionnés, mais des instruments internationaux pertinents, et le 8 avril 2015, il a été approuvé par la Conférence État-Régions. Il constituera une politique stratégique et un document à visée pratique couvrant la période des trois prochaines années (2015-2017), conformément aux directives ministérielles pertinentes de 2012 et 2013.

16. En ce qui concerne le groupe cible et le champ d'application, le Plan concernera à la fois les ressortissants étrangers vivant en Italie et les ressortissants italiens d'origine étrangère, y compris ceux appartenant à des minorités religieuses, ethniques et linguistiques. Sur le fond, le Plan comporte huit priorités/domaines thématiques, indiquant les sujets de préoccupation à traiter, les mesures à prendre et les objectifs à réaliser, au moyen notamment de politiques correctives, conformément à la législation en vigueur. Les principaux domaines thématiques sont le travail et l'emploi, le logement, l'éducation, la santé, les relations avec l'administration publique, le maintien de l'ordre, le sport, les médias et la communication, la collecte de données et le cadre législatif.

17. Après approbation du Conseil des ministres, dix groupes de travail seront mis en place en vue de surveiller la mise en œuvre de ce plan d'ensemble dans le cadre de plans sectoriels de six mois se rapportant à chaque groupe de travail.

18. Il convient également de mentionner qu'en novembre 2014, l'Organisation des personnes handicapées a créé un fonds spécial pour aider les victimes de discrimination lors des procédures judiciaires pertinentes.

Réponse aux questions posées au paragraphe 5 de la liste de points

19. Conformément à l'article 3 de sa Constitution consacré aux principes de l'égalité «formelle et réelle», l'Italie est fermement résolue à éliminer toutes les formes de discrimination, y compris celle exercée à l'encontre des non-ressortissants.

20. La Cour constitutionnelle a souligné qu'en matière d'exercice des droits fondamentaux, ressortissants italiens et non italiens étaient égaux (Jugement n° 187/10) et que la citoyenneté ne pouvait en elle-même être considérée comme un critère raisonnable de discrimination. En fait, lorsque l'administration constate l'existence d'un besoin, sa satisfaction ne peut être limitée en vertu du critère de la durée minimum de résidence (Jugement n° 2/2013).

Réponse aux questions posées au paragraphe 6 de la liste de points

21. En 2010, l'«Observatoire pour la sécurité contre les actes de discrimination» a été créé au sein du Ministère de l'intérieur – Division de la sécurité publique-Direction centrale de la police judiciaire – pour prévenir et combattre la violence sectaire.

22. S'agissant des personnes handicapées, faire en sorte qu'elles ne soient pas discriminées implique de travailler de manière intégratrice. À cet effet, la Direction générale de l'aide au développement du Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale a adopté en juillet 2015 les «Directives normalisées d'accessibilité aux bâtiments, financées par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale», dans le cadre des activités inscrites dans le Plan d'action italien en faveur du handicap.

23. Ces directives prévoient la possibilité pour les personnes handicapées, à égalité avec les autres, d'accéder aux bâtiments, aux services et aux installations, et parallèlement, d'avoir les mêmes opportunités en matière d'emploi et le droit de gagner leur vie en travaillant dans un environnement ouvert, accueillant et accessible.

24. En outre, dans un effort de non-discrimination, les projets financés par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale en collaboration avec les partenaires des pays en développement, donnent accès à des possibilités de formation dans divers domaines aux personnes handicapées souvent privées de perspectives d'emploi (une pratique optimale a été adoptée au Kosovo avec le projet «Soutenir la mise en œuvre du Plan d'action du Kosovo en faveur du handicap»).

Réponse aux questions posées au paragraphe 7 de la liste de points

25. S'agissant de la mise en œuvre de la «Stratégie nationale pour l'insertion des communautés roms, sintis et de Gens du voyage en Italie, pour 2012-2020», le «Plan d'action pour et avec les communautés roms, sintis et de Gens du voyage» a été adopté en novembre 2014. Il met l'accent sur trois principaux domaines: la formation ad hoc de travailleurs sanitaires et sociaux; l'information concernant les services dédiés aux communautés roms, sintis et de Gens du voyage et l'accès à ces services; la prévention, le diagnostic et les soins. Une attention particulière est accordée aux femmes et aux enfants, conformément à l'Objectif 3.1 de la Stratégie nationale. Le plan d'action envisage également diverses mesures en faveur de l'autonomisation des femmes, facteur indispensable à l'insertion des Roms. Eu égard aux mesures spécifiques, il convient de mentionner: les mesures 1.1, 1.2, 1.3 qui prévoient la formation de prestataires de soins de santé des services territoriaux et hospitaliers, de médecins généralistes et de pédiatres, et d'autres prestataires sociaux; afin de couvrir l'intégralité du territoire italien, les mesures 2.1, 2.2 et 2.3 s'attachent respectivement au relevé des services sanitaires territoriaux et aux services d'information et d'orientation; enfin, le macrodomaine n° 3 concerne les services de prévention, de diagnostic et de soins.

26. Fin 2012, le Ministère de la santé a publié la Stratégie nationale en faveur des Roms, des Sintis et des Gens du voyage, et créé un groupe de pilotage politique composé de l'Office national de lutte contre la discrimination raciale (UNAR), de représentants des institutions centrales, des régions et des autorités locales, dont les maires des grandes agglomérations urbaines, et des représentants des communautés roms, sintis et de Gens du voyage. Pour appliquer la stratégie susmentionnée, et dans le cadre du groupe de discussion technique sur la santé, initialement coordonné par l'Institut national de promotion de la santé au sein des populations de migrants, et de lutte contre les maladies liées à la pauvreté, et ultérieurement par la Direction générale, le Ministère de la santé a rédigé «le Plan d'action sur la santé pour et avec les communautés roms, sintis et de Gens du voyage».

27. Ce plan d'action s'appuie sur une approche commune et énonce les mesures de promotion et de protection de la santé des communautés roms, sintis et de Gens du voyage.

28. Les résultats positifs des travaux de recherche et des mesures entreprises dans ce domaine au cours des dernières années (meilleures pratiques) ont été pleinement intégrés au Plan pour être utilement appliqués dans d'autres conditions territoriales (par exemple, le matériel d'information).

29. Le Plan est élaboré en vue de réaliser une médiation systémique. Face à des questions difficiles et multiformes, par exemple celles touchant à la santé des Roms, des Sintis et des Gens du voyage, il est nécessaire de «penser en termes de médiation systémique», c'est-à-dire d'entamer un processus de changement organisationnel pour faire en sorte qu'une communication et des relations correctes avec les usagers soient toujours garanties: les usagers doivent avoir une égalité d'accès; les politiques et les services doivent jouer un rôle actif dans l'identification des stratégies et des méthodologies pertinentes; les communautés devraient participer à la définition et à l'application des mesures appropriées et se voir accorder une égale dignité à cette occasion.

30. Pour permettre la pleine mise en œuvre des objectifs de santé énoncés dans la Stratégie nationale en faveur des communautés roms, sintis et de Gens du voyage sur tout le territoire italien, le «Plan d'action sur la santé en faveur des communautés roms, sintis et de Gens du voyage» sera transmis aux autorités sanitaires des régions et des provinces autonomes pour être diffusé aux services sanitaires et sociaux au niveau territorial, de manière à appliquer les mesures ciblées aux objectifs identifiés dans les trois macrodomaines d'intervention.

Réponse aux questions posées au paragraphe 8 de la liste de points

31. Le dispositif italien de premier accueil comporte 14 centres d'accueil et de premiers soins. L'article 21.2 du décret présidentiel 394/1999 dispose que les centres de rétention devraient assurer aux personnes détenues les services sanitaires essentiels, des activités de socialisation et la liberté de culte.

32. Après avoir été identifiés, les demandeurs d'asile sont hébergés initialement dans des centres d'accueil spécifiques pour demandeurs d'asile (CARA) qui offrent une aide judiciaire, des cours d'italien, des soins de santé, l'approvisionnement en vivres et autres services essentiels.

33. Après la période initiale d'hébergement dans un CARA, réfugiés et demandeurs d'asile sont pris en charge dans le cadre du dispositif de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés (acronyme: SPRAR) qui assure d'autres prestations: médiation linguistique et culturelle, orientation professionnelle, activités multiculturelles et aide judiciaire.

34. Les mineurs non accompagnés sont hébergés dans des centres d'accueil. Ils peuvent obtenir un permis de résidence jusqu'à l'âge de 18 ans, puis un permis de résidence pour poursuivre des études ou pour travailler.

35. Le système scolaire accorde une attention particulière aux élèves migrants et un Observatoire national de l'intégration des élèves étrangers a été créé. En 2014, les nouvelles Directives régissant l'accueil et l'intégration des élèves étrangers ont été adoptées.

Article 3

Égalité des droits des hommes et des femmes

Réponse aux questions posées au paragraphe 9 de la liste de points

36. Au cours des dernières années, le pourcentage de femmes occupant des postes de responsables politiques et économiques a considérablement augmenté en Italie grâce à l'élaboration et à l'application des meilleures pratiques et de plusieurs mesures positives spécifiques qui ont fait de l'Italie l'un des pays les plus progressistes d'Europe.

37. Suite à l'entrée en vigueur de la loi n° 120 du 12 juillet 2011 relative à «l'égalité d'accès aux conseils d'administration et aux comités d'audit des sociétés cotées en bourse», le pourcentage de femmes dans ces sociétés est actuellement de 25,5 %.

38. Le pourcentage de femmes dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse a nettement augmenté suite à l'application de la loi susmentionnée, si l'on tient compte du fait qu'en 2010 la représentation des femmes dans ces sociétés italiennes était d'environ 6 %.

39. Le pourcentage actuel de 25,5 % est supérieur à la moyenne européenne qui, selon les données publiées par la Commission européenne en octobre 2014, s'élève à 20,2 %.

40. Après l'entrée en vigueur du décret du Président de la République italienne n° 251 du 30 novembre 2012, une hausse substantielle de la représentation féminine aux conseils d'administration et aux conseils des commissaires aux comptes des entreprises publiques a été enregistrée: le pourcentage atteint actuellement 25,8 %.

41. De nombreuses mesures ont été adoptées au niveau national en vue d'améliorer l'égalité entre les sexes pour les questions touchant à la prise de décisions politiques. Le nombre de femmes qui travaillent dans les institutions politiques italiennes a de ce fait considérablement augmenté. Selon le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) «Panorama 2015 des administrations publiques», le pourcentage de femmes parlementaires est passé de 10 % en 2002 à 31 % en 2015,

dépassant ainsi la moyenne des pays membres de l'OCDE (27,8 %). Au sein du Gouvernement, en 2005 le pourcentage de femmes ministres était de 8 %; dans le Gouvernement actuel, les femmes occupent 44 % de la totalité des ministères.

42. S'agissant des mesures législatives récemment adoptées pour améliorer l'équilibre de la participation des hommes et des femmes aux décisions politiques, il convient de mentionner les textes suivants:

- La loi n° 52 du 6 mai 2015 portant création des «Dispositions concernant les élections à la Chambre des députés». Ce texte dispose que: 1) les candidats doivent être enregistrés dans chaque liste de parti politique en ordre alterné selon le sexe; 2) les têtes de listes du même sexe ne peuvent représenter plus de 60 % de la totalité des candidats dans chaque circonscription; 3) les électeurs peuvent exprimer leur vote en faveur de deux candidats parmi ceux qui ne sont pas têtes de listes. Les électeurs qui choisissent de voter pour un deuxième candidat au sein d'une liste doivent opter pour un candidat de sexe différent de celui du candidat ayant fait l'objet de leur premier choix. Actuellement, le Sénat italien se compose de 230 sénateurs hommes (71,7 %) et de 91 sénateurs femmes (28,3 %). Le pourcentage des femmes à la Chambre des députés est de 31,1 %, (196), les hommes représentant 68,9 % (434) de la totalité des sièges;
- La loi n° 56 du 7 avril 2014 portant création des «Dispositions sur les villes métropolitaines, les provinces, les unions et les fusions de communes», prévoit que dans les conseils des municipalités de plus de 3 000 habitants, hommes et femmes ne peuvent être représentés à moins de 40 % arrondi au nombre entier le plus proche. Actuellement, 1 080 femmes sont maires en Italie, et elles représentent 13,4 % de la totalité des maires. En outre, la représentation des femmes chez les conseillers municipaux a nettement progressé;
- La loi n° 215 du 23 novembre 2012 portant création des «Dispositions visant à promouvoir l'équilibre entre les sexes dans les gouvernements locaux et les conseils régionaux. Dispositions sur l'égalité des chances dans la composition des conseils de sélection pour les concours dans la fonction publique», qui prévoit pour les municipalités de plus de 5 000 habitants: 1) ce qu'il est convenu d'appeler un «quota de liste» (aucun des deux sexes ne peut représenter plus des deux tiers des candidats inscrits sur les listes électorales. En outre, l'annulation de la liste s'applique uniquement dans les communes de plus de 15 000 habitants qui ne respectent pas le quota); 2) la mise en place de ce qu'il est convenu d'appeler «la double préférence de genre» qui permet à l'électeur d'exprimer deux préférences (au lieu d'une seule prévue par la législation précédente), à condition qu'elles concernent des candidats de sexe différent; sinon, la deuxième est annulée. Avant l'entrée en vigueur de la loi, le pourcentage de femmes dans les conseils des gouvernements locaux était de 11,2 %. Après l'élection de 2013, il atteignait 27,9 %.

43. On relève avec satisfaction, suite aux dernières élections législatives nationales, que 31 % des parlementaires sont des femmes – et il s'agit du plus jeune Parlement jamais vu à ce jour. En outre, lors des dernières élections de 2014 au Parlement européen, la progression des femmes atteignait 39,7 %.

Réponse aux questions posées au paragraphe 10 de la liste de points

44. Eu égard aux stéréotypes sexistes qui empêchent les femmes d'accéder à certains secteurs traditionnellement dominés par les hommes ou qui entravent leur progression, l'Italie a, au cours des dernières années, mis en place diverses mesures pour améliorer le rôle des femmes dans le domaine des sciences et lutter contre la discrimination dont elles font l'objet dans ce secteur stratégique.

45. Le Gouvernement italien a notamment, par le biais du Département pour l'égalité des chances de la Présidence italienne du Conseil des ministres, coordonné et cofinancé les projets suivants:

- PRA.G.E.S. (2009) – «Mettre en pratique l'égalité des sexes dans le domaine des sciences» – Le projet a consisté à mener une action coordonnée destinée à comparer les diverses stratégies employées pour promouvoir la présence de femmes aux postes de responsabilité dans le secteur de la recherche scientifique dans les institutions publiques. Tous les résultats du projet figurent dans les «Directives en faveur des programmes d'égalité des sexes dans le domaine des sciences»;
- WHIST (2009) – «Femmes qui ont réussi» a été conçu en vue de mieux comprendre le problème de la sous-représentation féminine dans le domaine des sciences, par la mise en œuvre d'activités expérimentales concernant les politiques de gestion de la mixité dans les organisations qui ont participé au projet;
- STAGES (2012) – «Changements structurels visant à instaurer l'égalité des sexes dans le domaine des sciences» a été conçu dans l'objectif global de mettre en place des stratégies de changement structurel en s'attaquant aux niveaux divers et interdépendants du problème de l'inégalité des sexes en science, à partir d'une perspective intégrée, en impliquant étroitement la gestion des ressources humaines dans les instituts de recherche et en modifiant les principes fondamentaux en faveur de l'égalité entre les sexes;
- TRIGGER (2013-à ce jour) – «Transformer les institutions par des thématiques sexospécifiques et parvenir à l'égalité dans le domaine de la recherche» – vise à encourager les interventions systémiques conçues pour avoir des incidences profondes, durables et multiples à tous les niveaux dans cinq organismes de recherche. Le projet est mené à bien avec l'aide d'un institut spécialiste des questions concernant le genre et la science, et la participation en tant que cofondatrices, de cinq universités de différents pays de l'Union européenne.

46. Des actions intégrées fondées sur les résultats des précédents projets sont menées dans chaque université et elles traitent des divers aspects de l'inégalité entre les sexes dans le domaine des sciences.

47. Les projets susmentionnés ont impliqué, parmi les partenaires de l'Union européenne, trois universités italiennes et, suite à leur mise en œuvre, le Ministre de l'égalité des chances de l'Italie alors en poste a signé, en septembre 2010, un Mémorandum d'accord avec le Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche, qui visait à promouvoir l'égalité des chances en science, créant ainsi pour la première fois en Italie, une stratégie nationale destinée à accroître la participation des femmes et des filles à l'enseignement, la formation, la recherche et l'emploi dans le domaine scientifique et technologique. Le mémorandum prévoyait la création d'un comité consultatif composé d'experts des administrations publiques, des universités et de la société civile, en vue d'élaborer des mesures concrètes pour instaurer l'égalité des sexes dans le domaine des sciences, lutter contre la sous-représentation des femmes dans les domaines scientifiques, faciliter l'avancement des carrières féminines et améliorer la présence des femmes sur le marché du travail, en particulier aux postes de décision.

48. Par ailleurs, l'Italie poursuit plusieurs actions positives en faveur de l'amélioration de la situation des femmes également dans le secteur agricole, car 532 000 exploitations agricoles productives sont dirigées par des femmes (ISTAT, 2010), dans tous les secteurs de la production.

49. Un groupe de travail thématique (Égalité des chances) a été créé au sein du Ministère des politiques agricoles, alimentaires et forestières dans le cadre du Réseau rural

national, en vue à la fois de fournir une aide technique et méthodologique et de promouvoir des actions d'information.

50. Ce ministère a également financé des services pour soutenir les entreprises par le remplacement temporaire des femmes lorsqu'elles ne peuvent travailler pour des raisons spécifiques, telle que la maternité.

III. Points relatifs aux dispositions spécifiques du Pacte (art. 6 à 15)

Article 6

Droit au travail

Réponse aux questions posées au paragraphe 11 de la liste de points

51. Les politiques de l'emploi des dernières années ont eu pour objectif de renforcer les services de l'emploi publics et privés (agences pour l'emploi et autres organismes habilités à fournir des services sur le marché du travail), en accordant une attention particulière aux personnes défavorisées, aux femmes et aux jeunes. Depuis 2011, le Gouvernement a, dans le cadre de la Stratégie Europe 2020 de l'Union Européenne, lancé trois réformes du marché du travail (loi n° 92/2012; loi n° 99/2013, loi n° 78/2014 et loi n° 183/2014), pour s'attaquer à la profonde crise de l'emploi qui touche en particulier les jeunes dont le taux de chômage a atteint 40 %, et faire face au problème des Neets – jeunes non scolarisés, sans emploi et sans formation. Les mesures adoptées avec la réforme du marché du travail, appelée *Legge Fornero* (loi n° 92/2012), visaient à: encourager l'instauration de relations de travail plus stables pour les jeunes, améliorer la formation et lutter contre l'utilisation abusive de certains types de contrats; surmonter l'immobilisme en cas de sortie du marché du travail; permettre de concilier vie privée et vie professionnelle; rationaliser les processus relatifs aux conflits de travail; et renforcer les protections en faveur des jeunes et des femmes. Avec le décret-loi n° 76/2013, coordonné avec la loi de transition n° 99 du 9 août 2013, ledit «Plan en faveur de la jeunesse», a été élaboré selon trois directives majeures: accélérer la création d'emplois à la fois par des contrats permanents et temporaires, en s'attachant en particulier aux jeunes et aux chômeurs; mettre en œuvre la «Garantie pour la jeunesse» et les interventions concernant la sécurité sociale et les politiques sociales; et renforcer les protections en faveur des travailleurs et des entreprises. Les principales dispositions contenues dans le décret-loi concernaient la mise en place de mesures extraordinaires destinées à promouvoir l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes: l'organisation d'une «Structure de mission»; l'affectation d'un fonds de 15 millions d'euros aux formations scolaires, outre une subvention allouée aux universités qui mettent en œuvre une formation d'au moins trois mois avec des organes publics ou privés; la possibilité pour les partenaires sociaux et les organisations d'employeurs les plus représentatives d'adopter des initiatives et des mesures extraordinaires, en encourageant l'emploi par des contrats d'intervention à la demande et des contrats assortis d'un programme de formation n'excédant pas cent vingt heures; la majoration du paiement du travail accessoire de 2 000 à 5 000 euros; la création de la «base de données des politiques actives et passives», qui collecte et fournit des renseignements sur les travailleurs en recherche d'emploi, les services délivrés et les possibilités en présence; les dispositions relatives aux contrats de travail, à l'emploi et à la sécurité sociale. La dernière réforme du marché du travail s'intitule «loi sur les emplois» et elle vise à promouvoir la hausse de l'emploi et à réformer le marché du travail et le système de protection sociale. Cette réforme a été mise en œuvre par plusieurs textes législatifs, notamment le décret-loi n° 34/2014, converti en loi n° 78/2014, et la loi n° 183/ 2014, suivie par l'adoption de divers décrets-lois qui appliquent

les principes qu'elle souligne. Pour faciliter la transition école-travail, surmonter l'inadéquation entre la demande et l'offre sur le marché du travail et s'attaquer au problème des NEETs, un réseau d'intervenants habilités ou autorisés à fournir des services sur le marché du travail a été doté des moyens nécessaires. Le contrat d'apprentissage a été mentionné tout particulièrement comme un outil majeur de placement, fondé sur l'intégration entre le système éducatif et de formation et le marché du travail, et qui permet aux jeunes d'entrer rapidement et durablement dans la vie active.

52. En 2012, le Département de l'égalité des chances – Office national de lutte contre la discrimination raciale, a traité 120 cas de discrimination ethnique et raciale dans le cadre du travail (18,2 % des cas sur un total de 659).

Réponse aux questions posées au paragraphe 12 de la liste de points

53. L'entité institutionnelle chargée de la prévention de la discrimination à motivation sexiste au travail est le Conseiller chargé de l'égalité. Sur ce point, le Code sur l'égalité des chances (décret-loi n° 198/2006) prévoit, en vertu de l'article 46, l'obligation pour les entreprises publiques et privées de plus de 100 salariés, de soumettre tous les deux ans un rapport sur la situation du personnel soulignant les écarts quantitatifs observés entre les hommes et les femmes. En cas de manquement à transmettre le rapport, la Direction régionale du travail appliquera des sanctions administratives et, dans les cas les plus graves, elle pourra également suspendre pendant un an toutes les prestations éventuellement versées à l'entreprise.

54. Selon le dernier rapport de juin 2015 établi conjointement par le Ministère du travail (Service des inspections), et le Conseiller national chargé de l'égalité, le suivi des affaires de démission et de règlement consensuel des contrats de travail concernant les salariés pères et mères de famille en 2014, conformément à l'article 55 du décret-loi n° 151/2001 et à la loi n° 92/2012, indique un chiffre global de 26 333 affaires dont 24 319 (+3 %) cas de démissions et 2 014 cas de règlements consensuels, dont 85 % (22 480) concernaient les mères salariées: une légère réduction a pu être constatée par rapport à 2013 (20 774 cas en 2014 contre 21 282 en 2013); les cas de démission des pères salariés ont par contre enregistré une hausse (3 545 contre 2 384 en 2013). L'examen des motifs à l'origine des démissions révèle la difficulté de concilier emploi et famille. Les autres chiffres concernant les démissions indiquent la hausse des cas de mutation vers une autre entreprise (6 414) observée dans le nord et le centre de l'Italie (6 195), en raison de la situation du marché local. Les autres motifs tiennent: à l'absence de temps partiel, au manque de flexibilité des horaires (1 465 contre 1 541 en 2013); au choix personnel de se consacrer exclusivement aux soins des enfants (4 690 contre 5 031 en 2013); à la distance excessive du lieu de travail (1 383 contre 1 719); à la faillite de l'entreprise (491 contre 1 169 en 2013). Pour parer à une telle situation, l'Italie met en œuvre plusieurs dispositions, notamment pour permettre de concilier travail et famille: l'article 1, paragraphes 8 et 9 de la loi n° 183/2014 («loi sur les emplois»), portant modification du décret-loi n° 151/2001, vient d'être adopté par le décret-loi n° 80/2015 qui prolonge le congé parental accordé aux hommes et aux femmes, parents d'enfants âgés de 12 ans au plus, y compris d'enfants adoptés ou handicapés. En outre, la loi n° 81/2015 permet aux femmes et aux hommes de modifier leur contrat de travail à plein temps, en contrat à temps partiel (art. 8, par. 7).

55. D'un point de vue statistique, l'Institut national des statistiques (ISTAT) indique que 25,7 % de la population (11 300 000 personnes) a déclaré avoir subi une discrimination ou «un traitement moins favorable, à l'école, au travail ou lors de la recherche d'un emploi, en raison de caractéristiques physiques, mentales ou autres traits personnels sans rapport avec l'activité concernée». En termes de résultats, aucune différence entre les sexes n'apparaît: 25,6 % des hommes et 25,8 % des femmes ont eu des expériences similaires. Néanmoins,

parmi les victimes de discrimination, ce sont les femmes qui signalent le plus souvent avoir fait l'objet d'une discrimination à motivation sexiste.

Article 7

Droit à des conditions de travail justes et favorables

Réponse aux questions posées au paragraphe 13 de la liste de points

56. L'article 1, VII, alinéa g, de la loi n° 183/2014, instaure à titre expérimental en Italie le salaire horaire minimum. Le décret d'application, actuellement à l'étude, prévoit le recours au salaire horaire pour toutes les relations de travail de nature secondaire ou pour les collaborations permanentes et normalisées, dans les secteurs non couverts par un contrat collectif conclu par les principaux représentants des syndicats d'employeurs et de salariés. Il s'agit de la prestation essentielle minimum qui doit être garantie en Italie et à laquelle les employeurs ne peuvent déroger.

Réponse aux questions posées au paragraphe 14 de la liste de points

57. La mise en place en Italie du salaire horaire minimum renforce la protection économique des personnes qui ne bénéficient pas de contrats collectifs sectoriels et elle réduit les écarts de salaires entre hommes et femmes conformément au principe d'égalité (loi n° 903/1977).

Réponse aux questions posées au paragraphe 15 de la liste de points

58. En Italie, les migrants en situation régulière qui travaillent sont pleinement protégés et bénéficient – par leur contrat de travail – de droits égaux aux travailleurs italiens. Selon la législation, le contrat de travail collectif national signé avec les organisations représentant les salariés et les associations d'employeurs, vise à réglementer conjointement au préalable les questions économiques et réglementaires minimums applicables à l'ensemble des travailleurs.

Réponse aux questions posées au paragraphe 16 de la liste de points

59. Le Ministère du travail s'emploie à lutter contre l'exploitation illégale des travailleurs migrants dépourvus de permis de séjour valide. Il a également augmenté le nombre des inspections pratiquées. En 2013 seulement, plus de 139 624 entreprises ont été inspectées, le nombre total de travailleurs informels s'élevait à 44 652 dont 1 091 travailleurs de l'Union européenne sans carte de résident. La loi n° 9/2014 a permis la création de 250 équipes d'inspection supplémentaires.

60. Comme l'indique une déclaration (*Atto di Indirizzo*) du Ministre du travail et des politiques sociales concernant la période 2014-2016, le Gouvernement italien a souligné le caractère primordial de l'amélioration constante des normes de sécurité au travail, en renforçant les contrôles exercés contre l'économie parallèle, source de dumping social, de précarité de l'emploi et de violation de la dignité humaine.

61. De ce fait, selon les objectifs fixés par la dernière réforme du marché du travail (comme en disposent le décret-loi n° 34/2014, la loi n° 78/2014, et en particulier la loi n° 183/2014, appelée loi sur les emplois), la priorité majeure consiste à obtenir un marché du travail ouvert et dynamique, en multipliant les mesures de protection des personnes qui ont signé des contrats temporaires, de manière à restreindre le nombre de ces contrats et leurs modalités, et à mettre l'accent sur le rôle pivot des personnes employées avec des contrats à durée indéterminée en tant que mode général des relations de travail.

62. Nous soulignons en outre la prochaine création d'un Service d'inspection, comme le spécifie la loi n° 183/2014. Il sera chargé de réunir en une seule structure les contrôles actuellement effectués par le Ministère du travail et des politiques sociales, l'Institut national du bien-être public et l'Institut national de l'assurance contre les accidents du travail, afin de résoudre les problèmes constatés au fil des ans en ce qui concerne les activités d'inspection relatives à l'emploi et à la législation sociale.

63. S'agissant de la lutte contre le travail non déclaré, il convient de souligner la «Résolution du Parlement européen du 14 janvier 2014 [2013/2112 (INI)] sur des inspections du travail efficaces en tant que stratégie pour une réelle amélioration des conditions de travail en Europe».

64. À cet égard, les autorités italiennes se félicitent de l'initiative adoptée par la Commission européenne visant à créer, à l'intérieur de l'Eurofound (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) une «Plate-forme contre le travail non déclaré» à l'intention des inspecteurs du travail dans les États membres de l'Union européenne, de manière à faciliter, avec l'aide de représentants des institutions politiques, du monde de l'entreprise et des classes laborieuses, l'échange d'informations et de bonnes pratiques, et à coopérer davantage au sein de l'Union européenne pour lutter contre le travail non déclaré, conformément aux objectifs fixés par la «Stratégie Europe 2020».

65. Lors des inspections spécifiques menées en 2014 par les inspecteurs du Ministère du travail et des politiques sociales, 73 508 travailleurs irréguliers ont été contrôlés dans les secteurs des services (49 941 sur 78 815 établissements contrôlés), de l'industrie (10 234 sur 15 379 contrôles effectués) et du bâtiment (9 613 sur 40 545 contrôles effectués), et l'on comptait 3 720 personnes non déclarées dans le secteur agricole (sur 5 434 contrôles effectués).

66. Cinquante-six pour cent des personnes qui ont fait l'objet d'un contrôle n'étaient pas déclarées (1 018 d'entre eux sont des non-ressortissants de l'UE); les employeurs de main-d'œuvre clandestine encourrent une amende spéciale pour travail illégal (en vertu de l'article 3 du décret-loi n° 12/2002, de la loi n° 73/2002 et d'autres textes) pouvant atteindre 15 600 euros pour chaque employé, avec une majoration de 195 euros par jour de travail illégal.

67. À ce sujet, un plan spécifique de vigilance contre le travail illégal a été lancé en 2014 à l'échelle nationale; il a permis aux inspecteurs du Ministère du travail et des politiques sociales d'imposer aux niveaux régional et local 41 030 sanctions spéciales pour travail illégal, ce qui, outre celles appliquées par l'Institut national du bien-être public et l'Institut national de l'assurance contre les accidents du travail, représente 77 387 sanctions spéciales pour travail illégal.

68. Au total, les sanctions spéciales appliquées en cas de travail illégal sont ventilées comme suit: 26 679 dans le secteur des services, 6 221 dans le secteur du bâtiment, 5 652 dans le secteur de l'industrie et 2 478 dans le secteur agricole.

69. Ainsi, en pourcentage, l'emploi illégal d'une personne en moyenne a été constaté dans 15,34 % des contrôles effectués dans le secteur du bâtiment, 33,85 % dans le secteur des services, 36,75 % dans le secteur de l'industrie et 45,60 % dans le secteur agricole.

70. L'*Arma dei Carabinieri* a apporté dans ce domaine une contribution substantielle, car elle intervient très fréquemment dans les milieux difficiles qui connaissent de graves difficultés et une forte exploitation de la main-d'œuvre impliquant souvent des non-ressortissants de l'UE.

71. Lors des inspections courantes réalisées en 2014, des mesures de suspension ont été prononcées (6 836), quand la main-d'œuvre non déclarée avoisinait 20 % de la main-d'œuvre totale de l'entreprise.

72. Les activités de surveillance concernant la sûreté et la sécurité au travail en 2014 ont enregistré 26 998 violations des mesures de prévention.

73. Il convient également de mentionner les activités d'inspections exceptionnelles visant à combattre des types plus spécifiques d'emplois illégaux, par exemple dans le domaine de la culture, du commerce, de la logistique et des transports.

74. Enfin, outre les fonctions habituelles inhérentes aux activités d'inspection et pour intégrer les activités de limitation, il convient de souligner l'intérêt particulier que les inspecteurs accordent à la prévention des infractions et à la promotion de la légalité, conformément à l'article 8 du décret-loi n° 124/2004.

Article 9

Droit à la sécurité sociale

Réponse aux questions posées au paragraphe 17 de la liste de points

75. L'évolution rapide des conditions d'attribution des pensions de vieillesse/retraites anticipées entraîne pour les salariés qui s'étaient entendus au préalable avec leur employeur sur des modalités de départ, un risque réel de se retrouver sans emploi et sans pension pendant des périodes relativement longues, en raison des nouvelles règles en matière d'âge ou de cotisations mises en place par la réforme de 2011.

76. Le Gouvernement italien prend également en considération la catégorie de travailleurs appelée «*salvaguardati*»: entre la mi-2012 et 2015, six ajustements ultérieurs ont été convenus pour aborder le problème au moyen de dérogations spéciales aux règles ordinaires.

77. La réforme du marché du travail Monti-Fornaro (art. 24 de la loi de transition n° 214/2011, portant modification du décret-loi n° 201/2011) a mis en place de nouvelles dispositions visant à tenir compte des obligations internationales et de celles de l'Union européenne, des contraintes budgétaires, de la stabilité économique et financière, et à renforcer la viabilité à long terme du système des retraites, eu égard à l'incidence des dépenses sociales sur le produit intérieur brut.

Réponse aux questions posées au paragraphe 18 de la liste de points

78. Les services sociaux ont fait office de bouclier contre la crise économique à laquelle l'Italie se trouve confrontée dans cette période caractérisée par la baisse des revenus, de manière à éviter la marginalisation des personnes et des groupes défavorisés.

79. Les prestations sociales versées par l'Institut national de la sécurité sociale (*Istituto nazionale di previdenza sociale – INPS*) sont passées de 3 560 179 en 2012 à 3 731 626 en 2015; elles se composent des fonds de pension et des allocations sociales (22,7 %), et des pensions et/ou prestations (77,3 %) versées aux personnes dans l'incapacité de travailler pour des raisons de santé.

Réponse aux questions posées au paragraphe 19 de la liste de points

80. S'agissant des prestations d'aide au revenu, les mesures d'assistance prévues par les lois italiennes ne sont pas liées à des obligations de cotisations, et concernent les mesures de soutien aux familles (allocations familiales pour les ménages qui ont au moins trois enfants mineurs, allocation naissance (appelée prime de naissance) et allocation maternité, accordées par les municipalités) outre une aide à la maternité.

81. L'octroi de prestations d'aide accrues est actuellement lié à une mesure appelée «ISEE» (Signes extérieurs de richesse), évaluée selon la composition du ménage et la prestation requise.

Réponse aux questions posées au paragraphe 20 de la liste de points

82. En janvier 2013, la loi relative à la réforme de l'assurance chômage (loi n° 92 du 28 juin 2012) est entrée en vigueur afin de rationaliser le précédent système, par la mise en place du nouveau régime général d'assurance chômage, appelée ASpI (*Assicurazione Sociale per l'Impiego*), qui remplace certaines prestations accordées jusque-là pour couvrir le risque de chômage, et qui en élargit la portée. La nouvelle couverture de l'assurance chômage est en fait, accordée à tous les salariés, y compris aux apprentis ou aux membres de coopératives, qui ont involontairement perdu leur emploi après avoir cotisé au moins deux ans à l'assurance chômage, l'une de ces deux années de cotisation se situant dans les deux ans ayant précédé le début de la période de chômage.

83. Le montant des prestations est calculé en fonction d'un pourcentage du revenu brut perçu par le salarié au cours des deux dernières années qui ont précédé son licenciement et il est égal à 75 % de la rémunération mensuelle de référence jusqu'à un plafond de 1 180 euros pour l'année 2013, et à 75 % de 1 180 euros plus les 25 % d'écart entre le salaire mensuel de l'employé et ledit plafond, si le salaire mensuel est supérieur au montant en question. Le montant maximum versé est de 1 119,32 euros par mois.

84. Après six mois, le montant de la prestation est réduit à 60 % du salaire mensuel de référence et à 45 % après douze mois.

85. Selon l'année où débute la période de chômage du salarié et l'âge de celui-ci, la prestation aura trois durées légales différentes:

- Pour les salariés âgés de moins de 50 ans:
 - En 2015, la prestation sera accordée pendant dix mois;
- Pour les salariés âgés de 50 à 54 ans:
 - En 2015, elle sera accordée pendant douze mois;
- Pour les salariés de 55 ans et plus:
 - En 2015, elle sera accordée pendant seize mois.

86. À partir de janvier 2016, en cas de chômage débutant à cette date, l'Assurance sociale pour l'emploi sera accordée:

- Aux salariés âgés de moins de 55 ans, pendant une période maximum de douze mois;
- Aux salariés âgés de 55 ans et plus, pendant une période maximum de dix-huit mois.

87. Les chômeurs qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de l'assurance sociale pour l'emploi peuvent avoir droit à «l'assurance chômage minimale» s'ils ont cotisé au moins treize semaines et travaillé douze mois avant leur licenciement.

88. Le montant versé au titre de l'assurance chômage minimale est identique à celui versé au titre de l'assurance chômage de base, mais la première est accordée pour la moitié du nombre de semaines de cotisations acquittées au cours de l'année écoulée. Les semaines durant lesquelles la personne sans emploi perçoit l'assurance chômage ou sa version «minimale» sont considérées comme des semaines de cotisation et prises en compte à la fois pour l'ouverture du droit à pension et pour son calcul.

Article 11

Droit à un niveau de vie suffisant

Réponse aux questions posées au paragraphe 21 de la liste de points

89. L'Institut national italien de la statistique diffuse chaque année trois principaux indicateurs de la pauvreté, l'un se référant à une approche absolue, les deux autres à une approche relative.

- L'indice de la pauvreté absolue est fondé sur la définition du panier minimum de biens et de services et il représente l'ensemble des biens et des services jugés essentiels (besoins fondamentaux) à un ménage pour parer à une situation extrême d'exclusion sociale. La valeur monétaire du panier est une norme de référence des dépenses de consommation qui permettent à un ménage d'avoir une alimentation adéquate, un logement décent et de satisfaire les autres besoins essentiels (ayant trait par exemple à la santé, à l'éducation, aux transports et à l'habillement). Le principe majeur que met en évidence le panier minimum est l'homogénéité des besoins fondamentaux dans tout le pays (malgré quelques différences dues à des facteurs externes tel que le climat qui détermine le besoin de chauffage), mais leurs coûts diffèrent. De ce fait, la valeur monétaire du panier et le seuil de pauvreté varient selon la zone géographique et la taille de la municipalité de résidence. En outre, les seuils de pauvreté sont calculés pour chaque ménage, en fonction du nombre et de l'âge de ses membres. Enfin, la valeur marchande du panier est actualisée chaque année compte tenu des dynamiques individuelles de prix des biens et des services par zone géographique. Selon la dernière évaluation (fondée sur les données de l'enquête de 2013 relative au budget des ménages), l'incidence de la pauvreté absolue dans la population en 2013 est de 9,9 % (avec une erreur relative d'échantillonnage de 3,8 %);
- Les indicateurs de la pauvreté relative diffèrent à la fois quant à la méthodologie et à l'analyse des variables considérées;
- La première mesure, harmonisée au niveau européen et appelée «mesure du risque de pauvreté», dépend de la répartition du revenu disponible dans la population; tous les ménages (et leurs membres) qui ont un revenu de péréquation (l'échelle d'équivalence étant l'échelle modifiée de l'OCDE) inférieur ou égal à 60 % du revenu médian de péréquation, sont jugés exposés au risque de pauvreté. Cette mesure se rapporte à la notion d'inégalité et le seuil de pauvreté relative varie d'une année à l'autre en fonction de la variation du revenu médian disponible. Selon les dernières estimations (fondées sur les données Eu-Silc 2013) (Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie), l'incidence du risque de pauvreté en 2013 (revenu 2012) est égale à 19,1 % dans la population (avec une erreur relative d'échantillonnage de 2,4 %);
- La deuxième mesure de la pauvreté relative dépend de la répartition des dépenses de consommation et tous les ménages (et leurs membres) dont la péréquation des dépenses de consommation (l'échelle d'équivalence étant l'échelle de Carbonaro) est inférieure ou égale à 60 % des dépenses moyennes par personne, sont considérés comme relativement pauvres. Cette mesure se réfère à la notion d'inégalité et le seuil de pauvreté varie d'une année à l'autre en fonction de la variation des dépenses moyennes par personne. Selon la dernière évaluation (fondée sur les données de l'Enquête 2013 sur le budget des ménages), l'incidence de la pauvreté relative dans la population en 2013 était de 16,6 % (avec une erreur relative d'échantillonnage de 2,7 %);

- Les femmes présentent des niveaux de pauvreté – à la fois relative et absolue – particulièrement élevés lorsqu’elles sont mères célibataires d’enfants mineurs (18,9 % de pauvreté relative et 13,6 % de pauvreté absolue), ou lorsqu’elles vivent dans des ménages comportant des membres agrégés (23,5 % et 14,7 %), en partie suite à la détérioration observée pendant les années de crise économique. Le retour dans la famille d’origine (ménage avec des membres agrégés), après une séparation, un divorce ou une émancipation ratée, et la cohabitation avec des relatifs, sont les méthodes employées pour lutter contre les difficultés économiques, même en appliquant des économies d’échelle majeures;
- Il faut ajouter à cela les difficultés économiques particulièrement manifestes chez les femmes mineures. Les enfants présentent de fait en Italie des niveaux de pauvreté plus élevés que la moyenne européenne. Plus d’un quart (26 %) d’entre eux vivent dans des ménages menacés de pauvreté et 13,8 % dans des ménages en situation de pauvreté absolue; la pauvreté absolue des enfants s’est également nettement aggravée; elle est passée de 4,7 % en 2007 à 13,8 % en 2013, et elle touche environ 1 434 000 mineurs. En Italie du Sud, le taux (environ 1 pour 5) est le double de celui du centre-nord du pays (environ 1 pour 10); la situation des ménages avec trois enfants ou davantage est plus difficile (21,3 %).

90. Selon une étude menée par l’Institut italien de la statistique en novembre et décembre 2011 en exécution d’un projet de recherche sur les conditions de vie des personnes en situation d’extrême pauvreté (l’enquête de suivi a été menée en novembre-décembre 2014 et les données ne sont pas encore disponibles), on a évalué à 47 648 les personnes sans abri (hormis les mineurs) qui ont eu au moins une fois recours à un service de restauration ou d’hébergement nocturne dans les 158 principales municipalités italiennes (même si ce groupe peut inclure des personnes non officiellement résidentes, il correspond approximativement à 0,2 % de la population régulièrement enregistrée dans les municipalités prises en considération par l’étude).

91. Moins de 1 % de la population vit dans des lieux non adaptés à l’habitation (tels que boutique, bureau, bateau, garage ou autres); une étude spécifique menée en 2012 sur les conditions de logement des résidents montre aussi que si 0,04 % seulement de la population vit dans un logement sans électricité, dans 10 % des cas l’installation n’est pas sécuritaire et ne se conforme pas aux normes légales, et dans 14 % des cas, l’énergie fournie n’est pas adaptée aux besoins du ménage. Enfin, environ 7 % de la population se plaint de coupures d’électricité.

92. Près de 2 % de la population vit dans un logement sans chauffage et 4 % dispose seulement d’appareils mobiles; 16 % de la population déclare vivre dans un logement insuffisamment chauffé en hiver.

93. Trois pour cent de la population vit dans un logement sans eau potable (mais la proportion de la population qui se plaint d’irrégularités de l’approvisionnement atteint 16 %) et une part très similaire (4 %) vit dans des logements avec un système de canalisations inefficace; enfin, presque 7 % vit dans des logements non équipés de tout-à-l’égout.

94. En 2013, la part de la population ayant des problèmes de surpeuplement du logement est de 27,3 %; 23,1 % de la population vit dans une maison dont le toit a des fuites, 7,3 % dans un logement jugé trop sombre; la part des logements sans bain, ni douche, ni toilette avec chasse d’eau à l’intérieur tombe à moins de 1 %. La part de la population qui cumule un problème de surpeuplement avec au moins l’un des signes de pauvreté susmentionné du logement (Indicateur européen des graves signes de pauvreté du logement) est de 9 % et dépasse la moyenne des pays de la zone euro (3,4 %) et de l’Union européenne (5,1 %).

95. La présence croissante d'une population multinationale dans les villes italiennes induit dans la société des changements considérables de la signification culturelle, économique et sociale de l'alimentation. Les immigrants et les minorités internes, par leurs demandes, exercent une influence grandissante sur l'industrie et le marché des produits alimentaires et ils les modifient progressivement. Qui plus est, la crise économique affecte le pouvoir d'achat des tranches pauvres et défavorisées de la population. Pour lancer des projets et déclencher des interventions susceptibles d'accompagner ce processus et cette crise, diverses mesures ont été mises en place.

96. EXPO 2015, axée sur l'alimentation et la nutrition à l'échelle de la planète, traite cette question, en invitant les individus, la société civile et les États à partager une même tribune où chaque partie prenante présente sa vision et ses propositions. Bien que la crise économique et l'absence d'objectifs communs aient porté atteinte à l'événement, EXPO 2015 joue néanmoins un rôle majeur en regroupant les études et les débats relatifs au droit à l'alimentation et aux aspects multiculturels de la nutrition.

97. EXPO 2015 a offert de multiples occasions de débattre du droit à l'alimentation et à un niveau de vie suffisant. La ville de Milan – l'un des centres où les tensions multiculturelles à l'encontre des immigrants et des communautés roms-sintis sont les plus vives – a lancé diverses initiatives, par exemple, le Centre de Milan pour le droit et les politiques alimentaires, créé par un partenariat entre l'État, les universités et la société civile, met au point un projet international intitulé «Politiques alimentaires en milieu urbain et droit à l'alimentation» dont la mission essentielle consiste à sensibiliser les parties prenantes aux aspects multiformes de la nutrition et au droit à l'alimentation (en particulier, l'acceptabilité et l'accessibilité économique).

Réponse aux questions posées au paragraphe 22 de la liste de points

98. Convaincu de la nécessité d'assurer des conditions de logement décentes, notamment en luttant contre certaines formes de discrimination, le Ministère du travail et des politiques sociales a encouragé l'accès au logement par des mesures orientées sur la réhabilitation de zones et de quartiers dégradés, la rénovation de logements abandonnés, la construction de logements provisoires, le renforcement de la pratique des partenariats public-privé visant à accroître l'offre de logements, la lutte contre la discrimination, la sensibilisation du grand public et les initiatives en matière d'accueil, d'information et d'orientation.

99. Pour ce qui est de l'accès au logement des communautés roms, sintis et de Gens du voyage, un groupe de travail sur le logement (*Tavolo politiche Abitative*) a été créé le 18 novembre 2013, dans le cadre du processus d'élaboration de la Stratégie nationale pour l'intégration des communautés roms, sintis et de Gens du voyage en Italie, 2012-2022. De plus, s'agissant des groupes de travail régionaux, l'Office national de lutte contre la discrimination raciale (UNAR) a organisé une réunion avec la Conférence État-régions, le 3 décembre 2012. En termes de suivi, il a demandé à toutes les régions italiennes, le 28 février 2013, d'établir des tableaux correspondant à leur région respective. De ce fait, huit régions (Émilie-Romagne, Ligurie, Toscane, Latium, Ombrie, Molise, Marches et Calabre) se sont exécutées. Il est utile de mentionner qu'en 2013, l'UNAR a élaboré et diffusé auprès des administrations régionales et locales compétentes, une publication spécifique sur le logement, mettant également l'accent sur les directives des Nations Unies concernant les expulsions.

Article 12

Droit à la santé physique et mentale

Réponse aux questions posées au paragraphe 23 de la liste de points

100. Le système de santé italien est fondé sur l'universalité et il définit les services qui représentent les niveaux essentiels de soins à délivrer à tous les citoyens, quels que soient leur revenu et leur zone géographique. Pour assurer le niveau minimum de soins, élément clef du nouveau cadre constitutionnel, divers outils d'évaluation ont été élaborés et conçus de manière à repérer les inégalités et le manque d'uniformité de l'offre et de la demande, en fonction des différences de situations démographiques, sociales et économiques de la population de chaque région, du niveau de développement des divers systèmes régionaux et de l'incidence de ces différences sur la demande. Des écarts importants ont été enregistrés, liés aux disparités existant entre les services régionaux disponibles. Les régions ne sont pas toutes en mesure de satisfaire de la même manière aux besoins en présence sur leur territoire.

101. D'autre part, les données macroéconomiques indiquent également un écart entre les coûts régionaux des soins essentiels, ce qui souligne la nécessité de promouvoir et de garantir un système équitable qui élimine les inégalités sociales et territoriales. La planification nationale des soins de santé vise avant tout à éliminer tout écart structurel et qualitatif en termes de prestations de soins de santé entre les différentes régions.

102. Pour combler ces disparités dans la qualité des soins délivrés au niveau régional, les mesures suivantes ont été mises en place en Italie:

- «Les règles de révision de la procédure d'accréditation» adoptées au niveau de la Conférence permanente sur la relation entre l'État, les régions et les provinces autonomes, le 20 décembre 2012. Ces règles prévoient la mise en place d'un groupe national d'étude créé par décret ministériel, le 6 février 2013;
- La réorganisation des services de soins de santé qui s'étend à la fois aux établissements hospitaliers et aux services territoriaux et s'appuie sur une réglementation commune des autorités publiques et des régions, en fixant des normes structurelles, technologiques et organisationnelles.

Réponse aux questions posées au paragraphe 24 de la liste de points

103. S'agissant de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), le Ministère, de concert avec l'«*Istituto superiore di sanita*» (ISS), contrôle l'application de la loi n° 194/78 et, à la lumière de l'ensemble des indicateurs types (nombre absolu, taux et ratio des avortements), il a observé une diminution constante du recours à l'IVG de 1982 à ce jour. Ceci est partiellement dû à l'application correcte de la première partie de la loi n° 194 qui prévoit des mesures de prévention de l'IVG par le biais d'activités de conseil.

104. En ce qui concerne l'objection de conscience, comme l'indique le dernier rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 194, l'accès aux services compétents au niveau régional ne pose pas de problèmes, le temps d'attente des femmes diminue; un contrôle détaillé au niveau territorial centré sur les hôpitaux qui pratiquent l'IVG montre que les prestations en la matière sont satisfaisantes dans 64 % des établissements, excepté dans deux très petites régions.

Réponse aux questions posées au paragraphe 25 de la liste de points

105. En Italie, la prévention des facteurs de risque majeurs est une priorité nécessitant une approche qui ne devrait pas concerner seulement les services de santé mais qui exige la

coopération et la coordination de nombreuses organisations et de plusieurs institutions/administrations.

106. L'Italie a adopté une stratégie nationale: «Être en bonne santé: faciliter les bons choix» qui encourage une approche intersectorielle conforme aux principes de la stratégie «Santé au cœur de toutes les politiques», et met en place des actions intersectorielles pour promouvoir la santé et faciliter l'instauration d'un environnement et d'un mode de vie sains pour la population. Il s'agit d'un programme conforme à l'éthique visant à réduire les inégalités en matière de santé, à promouvoir de meilleures conditions sociales, à protéger les personnes vulnérables (enfants, personnes âgées et population défavorisée) et à faciliter pour le public les choix propices à la santé. Le programme implique différentes parties prenantes et de nombreux partenaires, tels que ministères, régions, services de santé publics, mais aussi les industries alimentaires, les associations de consommateurs, les syndicats, etc. Ces partenaires participent également à la Plate-forme nationale sur la nutrition, l'activité physique et le tabac, créée par le Ministère de la santé.

107. La plate-forme, composée de représentants de diverses institutions et impliquant également d'autres parties prenantes essentielles telles que représentants de la société civile, associations liées à l'alimentation (producteurs, entreprises agro-industrielles, distributeurs), ou associations de consommateurs ou sans but lucratif, constitue un élément important pour parvenir aux objectifs et intervenir dans des domaines autres que le secteur de la santé. La plate-forme a défini plusieurs actions à entreprendre pour élaborer des mesures et des processus destinés à encourager des comportements et des choix sains, et promouvoir ainsi une bonne nutrition, l'activité physique, la réduction de la tabagie et de la consommation d'alcool.

108. Une approche intersectorielle efficace en matière de promotion de la santé exige un partenariat solide entre les secteurs de la santé et de l'éducation en vue d'améliorer la sensibilisation aux questions de santé, et la formation du personnel sanitaire et enseignant. À cet égard, les interventions éducatives ayant trait à certaines questions essentielles (régime sain, activité physique, tabagisme et toxicomanie, hygiène orale) sont réalisées à la fois à l'école et dans d'autres contextes, et elles emploient le matériel pédagogique et d'information fondé sur les données collectées grâce aux systèmes de suivi.

109. Au cours des dernières années, l'Italie a mis en place des systèmes nationaux de suivi pour recueillir les données nécessaires à la planification et à l'évaluation des mesures adoptées, en particulier sur le style de vie des enfants âgés de 11 à 15 ans, données collectées à partir de l'étude internationale HBSC (La santé et les tendances comportementales des enfants d'âge scolaire) et de l'Enquête mondiale sur le tabagisme chez les jeunes (*Global Youth Tobacco Survey*), lancées par l'Organisation mondiale de la santé et le Centre pour la prévention et le contrôle des maladies (CDC-USA).

110. La stratégie complexe de l'Italie s'appuie également sur le Plan national de prévention 2014-2018 qui ne se contente pas de promouvoir des mesures dans des domaines spécifiques à la santé, mais implique également les secteurs environnementaux, sociaux et économiques qui ont une influence déterminante sur le comportement des individus et sur la qualité des milieux de vie et de travail. Le plan met plus particulièrement l'accent, par le biais d'interventions intersectorielles et multidisciplinaires, sur l'application des programmes qui encouragent la consommation de fruits et légumes dans la population en général, l'allaitement maternel, l'amélioration et le contrôle de la qualité nutritionnelle des aliments servis dans les cantines scolaires et les cafétérias d'entreprises, et la pratique d'activités physiques.

111. Depuis 2007, l'Italie s'emploie activement à lutter contre le surpoids et l'obésité chez les enfants. Sa stratégie repose sur les deux principaux programmes susmentionnés,

fortement interdépendants: le Programme «Être en bonne santé: faciliter les bons choix» et le «Plan national de prévention».

112. Le programme «Être en bonne santé» a permis, par le biais du «Réseau des écoles œuvrant pour la promotion de la santé», de multiplier les interventions qui ont appliqué à l'éducation en matière de santé une approche fondée sur les compétences, de manière à créer ou à préserver des modes de vie sains.

113. Le Ministère de la santé a également publié les «Directives nationales sur la qualité nutritionnelle des menus de cantines scolaires» pour améliorer la qualité des menus scolaires et utiliser l'heure du déjeuner à l'école pour encourager des habitudes saines en matière d'alimentation.

114. La forte prévalence de l'obésité chez les enfants et les adultes est également étroitement liée au manque d'exercice physique; le Ministère de la santé s'emploie donc activement à œuvrer avec de nombreuses organisations sportives (par exemple, le Comité olympique italien, les clubs de sport, les fondations, etc.) pour promouvoir un mode de vie actif, à la fois pour les enfants et les jeunes scolarisés et pour les personnes défavorisées sur le plan socioéconomique, en ayant également pour objectif de parvenir ainsi à une promotion plus globale de la santé et du bien-être mental de la population dans son ensemble.

115. Tous ces efforts pourraient – au moins en partie – expliquer le léger, mais néanmoins tangible, déclin de la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants âgés de 8 à 9 ans (20,9 % et 9,8 % en 2014 contre 23,2 % et 12 % en 2008) enregistré par la récente mise à jour de l'enquête *Okkio alla Salute* (Garder un œil sur la santé).

116. Le Ministère de la santé recommande un plus grand engagement de l'industrie agroalimentaire, en l'appelant à jouer un rôle actif en faveur de la santé de la population, de manière à répondre à la demande émergente des consommateurs en faveur d'une alimentation saine, grâce à un processus de reformulation des aliments en termes de sel, de graisses et de taille des portions.

117. Le Ministère de la santé encourage également le rôle des pédiatres qui représentent une référence à la fois pour les enfants et pour les familles, non seulement sur les plans diagnostique et thérapeutique, mais également sur un plan éducatif.

118. Dans la stratégie italienne, le système de santé joue un rôle fondamental de «sensibilisation» et d'orientation et il s'emploie à intégrer la prévention et les interventions cliniques destinées aux personnes obèses, de manière à ce que les stratégies visant à «prévenir» et à «soigner» l'obésité ne soient plus considérées comme distinctes mais puissent opérer en lien étroit et dans la continuité.

Articles 13 et 14

Droit à l'éducation

Réponse aux questions posées aux paragraphes 26 et 27 de la liste de points

119. L'article 9 de la Convention collective nationale des travailleurs du secteur scolaire 2007-2009 (Mesures d'incitation visant les projets relatifs aux zones à risque où il existe un processus migratoire important et contre l'exclusion scolaire), accorde des moyens aux écoles situées dans ces zones, en allouant des crédits pour des mesures visant à lutter contre l'abandon scolaire et l'exclusion sociale.

120. Les mesures en question ont pour objet de réaliser des projets scolaires et extrascolaires, qui font appel à des modèles didactiques et organisationnels différents des modèles d'apprentissage scolaire courants, et privilégient les activités en atelier,

l'utilisation des technologies et les techniques de tutorat. Ces activités sont de différents types: activités d'orientation et/ou de réorientation, activités associatives/sociales, ou activités ludiques-récréatives; elles sollicitent la motivation et les compétences, et sensibilisent les familles aux problèmes d'exclusion, des activités de formation étant prévues, enfin, à l'intention des enseignants.

121. Les ressources disponibles étaient de 42 060 000 euros pour l'année scolaire 2012/13, de 29 730 000 euros pour l'année scolaire 2013/14 et d'environ 18 000 000 euros pour l'année scolaire 2014/15.

122. Le décret-loi n° 104/2013 (Mesures d'urgence concernant l'éducation, l'université et la recherche), devenu par la suite la loi n° 128/2013, permet d'intervenir davantage dans les zones caractérisées par des niveaux élevés d'abandon scolaire et par des situations de risque socioéducatif qui conduisent souvent un nombre considérable d'élèves à des parcours scolaires médiocres, et il a pour objectif de parvenir à définir un nouveau modèle pédagogique d'intervention susceptible de permettre une pleine insertion sociale et l'égalité des chances en matière d'éducation.

123. L'article 7 prévoit, à titre expérimental, le lancement d'un programme pédagogique d'insertion qui envisage avant tout et si possible, la prolongation de l'horaire scolaire pour des groupes d'élèves, en particulier en primaire (ressources disponibles: 3,6 millions d'euros pour 2013 et 1,4 million d'euros pour 2014).

124. L'article 16 prévoit la formation obligatoire et des activités de remise à niveau du personnel scolaire, notamment le renforcement des compétences dans les zones présentant un risque socioéducatif élevé et une forte concentration d'immigrants, par la mise en pratique en particulier, de compétences relatives à l'insertion scolaire, à l'enseignement interculturel, au bilinguisme et à l'italien deuxième langue (ressources disponibles: 10 millions d'euros pour l'année 2014).

125. Le projet intitulé «Insertion des mineurs roms, sintis ou appartenant aux Gens du voyage» est une mesure en faveur de l'intégration des enfants et des jeunes dans les établissements primaires et secondaires du premier cycle, dans 13 villes (Turin, Milan, Gênes, Bologne, Rome, Naples, Reggio de Calabre, Bari, Palerme, Catane, Cagliari), mise en œuvre en collaboration avec le Ministère du travail et de la politique sociale et les autorités locales (financement de 600 000 euros).

126. Le projet intitulé «Grandir dans la cohésion» vise à lutter contre le décrochage scolaire dans les zones fortement défavorisées de Campanie, de Calabre, des Pouilles et de Sicile: 26 secteurs scolaires ont reçu un financement de 200 000 euros. Dans chacun d'eux, au moins une école participe à l'intégration des mineurs roms (le projet est en cours depuis 2013).

127. Le projet intitulé «Diriger une école dans un contexte pluriculturel» est un plan de formation destiné aux directeurs d'établissements scolaires. Depuis 2007, le Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche a investi dans la formation des chefs d'établissements comptant un plus grand nombre d'élèves étrangers. Sept séminaires annuels de formation ont été organisés, auxquels ont participé 1 400 directeurs d'établissements scolaires, moyennant un coût de 400 000 euros.

128. Au cours de la présente année scolaire 2015/16, le Ministère de l'éducation a mis en œuvre deux plans d'action, en allouant respectivement 500 000 euros à l'enseignement de l'italien deuxième langue, à l'intention en particulier des élèves issus de l'immigration récente, et 500 000 autres euros aux plans d'accueil et de soutien linguistique et psychologique consacrés aux mineurs étrangers non accompagnés.

129. Les nouvelles «Directives pour l'accueil et l'intégration des élèves étrangers» ont été publiées avec la note n° 4233 du 19 février 2014 de la Direction générale pour l'intégration

et la participation des élèves. Le document adapte les anciennes directives (2006) pour faire face à l'évolution du contexte, celui-ci ayant changé avec le temps, à la fois par l'ampleur du phénomène (le nombre des élèves étrangers dans les écoles italiennes a presque doublé: ils sont passés d'environ 430 000 en 2008, à presque 830 000 en 2014), et par la répartition de ces élèves aux divers niveaux scolaires: ils sont progressivement plus nombreux aux premier et deuxième cycles du secondaire qu'en primaire, et en particulier dans les établissements professionnels et techniques. En outre, les directives abordent également les problèmes propres aux enfants des communautés roms, sintis et de Gens du voyage.

130. Le décret ministériel n° 718 du 5 septembre 2014 a lancé à nouveau «L'Observatoire national pour l'intégration des élèves étrangers et l'enseignement interculturel» qui joue un rôle de conseil et de surveillance, avec des obligations concrètes à remplir en ce qui concerne les politiques scolaires dans le domaine de l'intégration interculturelle et leur mise en œuvre.

131. La loi n° 107/2015 (Réforme du système national d'éducation et de formation et mandat de réorganisation des réglementations actuelles) a pour principe sous-jacent et principales priorités la lutte contre les inégalités socioculturelles et territoriales pour prévenir l'abandon scolaire et en corriger les effets, de manière à garantir le droit à l'éducation et l'égalité des chances en matière de réussite scolaire et de formation continue pour tous les citoyens. Un million d'euros en 2015 et 3 millions en 2016, ont été alloués à l'application des dispositions de la loi n° 107/2015.

132. Trois fichiers contenant des données sur l'abandon scolaire sont inclus (*source*: Institut italien de la statistique).

Article 15

Droit à la culture et droit de bénéficier du progrès scientifique

Réponse aux questions posées aux paragraphes 28 et 29 de la liste de points

133. L'article 9 de la Constitution italienne dispose ce qui suit: «La République favorise le développement de la culture et de la recherche scientifique et technique. Elle protège le paysage et le patrimoine historique et artistique de la Nation». Le Ministère de la culture, du patrimoine et du tourisme soutient de nombreux programmes qui visent à élargir l'accès à la culture, telle l'entrée gratuite dans les musées, les monuments et les sites tous les premiers dimanches du mois (décret ministériel n° 94 du 27 juin 2014). Le Ministère dirige également un service central chargé de l'enseignement du patrimoine culturel pour coordonner et orienter les services éducatifs qui travaillent auprès des musées, des monuments, des galeries et des sites archéologiques locaux, afin d'organiser des visites réservées aux écoles et aux publics qui nécessitent une attention particulière.

134. Dans certains instituts, le Ministère de la culture et du patrimoine propose également des projets particuliers pour améliorer l'accès à la culture des populations immigrées, tels que «*Brera: un' altra storia*» (Brera: une autre histoire) à Milan, et «*Al museo con...*» (Au musée avec...), au Musée national de l'art oriental (MNAO) et au musée Pigorini, à Rome, et faciliter la visite des musées au moyen de tablettes et de smartphones. Le parcours de la visite et le patrimoine culturel sont illustrés par des contenus élaborés par un comité de rédaction spécial composé d'experts, à la fois italiens et immigrés.

135. S'agissant de l'accès des personnes handicapées aux biens culturels, le Ministère de la culture a publié un décret contenant des directives en faveur de l'élimination des obstacles architecturaux aux sites d'intérêt culturel (décret ministériel du 28 mars 2008).

136. Le Ministère de la culture et du patrimoine et le Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche ont signé un mémorandum d'accord le 28 mai 2014 dans un

but éducatif, afin d'améliorer la connaissance et la compréhension du patrimoine culturel chez les jeunes élèves.

137. Le Ministère de la culture dirige le service du Point de contact national pour la Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. En 2012, l'Italie a remis à l'UNESCO le Rapport national quadriennal sur l'application de la Convention de 2005, qui illustre diverses initiatives et mesures adoptées aux niveaux central et local et ayant trait à la diversité culturelle.

138. En 2014, le Ministère de la culture et du patrimoine, en partenariat avec le Ministère du travail et des politiques sociales, a ouvert un portail Web consacré à la production culturelle des immigrants en Italie.

139. Le Ministère de la culture dirige une très importante école de restauration du patrimoine culturel, l'*Istituto Superiore Centrale per il Restauro* (Institut pour la conservation et la restauration), connue sur toute la planète, et à laquelle peuvent participer des personnes venues du monde entier.

140. En 2013 et 2014, le Ministère de la culture a lancé deux programmes spéciaux de stages professionnels destinés aux jeunes et consacrés à des activités de protection, de promotion et de valorisation du patrimoine culturel (décret interministériel du 9 juillet 2014 et décret-loi n° 91 du 8 août 2013, loi n° 112, art. 2, du 7 octobre 2013).

141. Le Ministère de la culture, en partenariat avec le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, dirige divers protocoles de coopération culturelle avec d'autres pays.

142. Compte tenu de l'importance de l'innovation technologique et des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement socioéconomique des territoires ruraux et des exploitations agricoles, y compris celles dirigées par des femmes, l'Italie a mis en place des politiques nationales et régionales pour combler le fossé numérique. Les interventions relatives à la mesure «Services fondamentaux en faveur de l'économie et de la population dans les régions rurales» ont permis d'accorder une priorité stratégique à la diffusion à haut débit, afin de réduire l'isolement physique et géographique des zones marginalisées.

143. C'est la raison pour laquelle les interventions visant à créer des infrastructures publiques de transmission à haut débit et les mesures adoptées pour favoriser l'utilisation de technologies parallèles, comme le satellite, ont été prévues afin que la technologie permette une connexion rapide dans les lieux où il n'est pas possible de réaliser des infrastructures en raison de contraintes territoriales.

144. Enfin, il convient de mentionner la création, au sein du Ministère du développement social, d'un Comité sur les médias et les mineurs chargé de contrôler l'application du Code de déontologie sur la télévision et les mineurs.
